
L'AMI DU PEUPLE

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT (1), auteur de l'Offrande à la Patrie
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Mardi 13 Avril 1790.

- ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 11 Avril 1790.

Discours de M. l'Evêque de Nancy. --- Suite
des réflexions de l'Ami du peuple sur la
dénonciation de M. Necker.

Sur la motion de M. Mortemar, l'assemblée
a décrété « que dans toutes les paroisses où il
» y a deux ou plusieurs titres de bénéfices-cures,

Je préviens mes lecteurs que celui qui s'est
emparé de mon titre et qui continue ma feuille,
la suppose de mon imprimerie, pour mieux
escroquer l'argent du public.

» il sera, en cas de vacance par mort, démission,
 » ou par toute autre manière, sursis à toute
 » nomination, collation et provision du pre-
 » mier bénéfice vacant ».

On a ouvert ensuite la discussion sur le projet de décret du comité des dîmes. M. d'Ellay d'Agier a regardé ce projet comme une des bases angulaires de la constitution. Rien, a-t-il dit, en voulant parler du traitement qui seroit dorénavant payé en argent aux ecclésiastiques, rien n'est plus propre, pour rendre tout entier à ses fonctions le ministre des autels, que l'embarras d'une récolte mettoit souvent dans le cas d'opter entre ses intérêts et ceux d'un malade qui réclamoit ses consolantes assiduités.

Plusieurs ecclésiastiques se sont alors écriés que jamais pareil cas n'étoit arrivé. L'un d'eux, après avoir fait signe à ses collègues de l'écouter, a dit : « Je prie les ecclésiastiques de ne rien
 » répondre à tout ce qui sera dit dans le cours
 » de cette discussion : mettons-nous entre les
 » mains de Dieu, et abandonnons - nous à sa
 » divine providence (1). »

(1) Si l'invitation n'étoit point patriotique, du moins faut-il convenir qu'elle étoit très-apostolique.

L'abbé Grégoire a cru convenable de décréter que les curés et vicaires continueroient de jouir des biens affectés à leurs bénéfices pour leur subsistance , et qu'ils seroient dotés en fonds territoriaux , autant qu'il seroit possible , jusqu'à la concurrence de la moitié du traitement qui leur seroit accordé.

M. l'évêque de Nancy s'est distingué par un discours dont je crois fort intéressant de mettre quelques morceaux sous les yeux du peuple , pour le mettre à même de juger les principes de l'orateur sacré.

« Il s'agit, dit-il, de l'intérêt de nos églises
 » et de celui de la religion qui en est inséparable ,
 » (c'est - là le grand refrain) il faut que ses
 » ministres défendent , avec constance , les
 » droits sacrés qu'on veut lui ravir. N'étoit-ce
 » donc pas assez , que , sans avoir consulté ,
 » comme vous le deviez , les provinces où ré-
 » side la nation , vous vous soyez approprié les
 » biens du clergé ? n'étoit-il pas assez , que
 » vous ayez supprimé les institutions monas-
 » tiques , si chères et si précieuses à l'église ,
 » falloit-il encore vouloir intervertir l'ordre
 » de vos délibérations et nous surprendre avant
 » que nous ayons pu songer à une défense légi-
 » time ? Charger la nation de l'adminis-

» tration des biens ecclésiastiques, c'est anéantir
 » les fondations, c'est violer la foi publique :
 » vous n'en avez pas le droit. Le bailliage qui
 » m'a député, m'a formellement prescrit.....
 » (Ici l'on a interrompu le prélat, en lui obser-
 » vant qu'il n'étoit pas député d'un bailliage.)
 » Puisque, a-t-il repris, le cahier du clergé,
 » isolé, de mon bailliage, ne vous paroît pas
 » mériter d'attention, j'en appelle à tous les
 » cahiers : ils se bornent à demander que vous
 » réformiez les abus (1) ; et là finit le pouvoir
 » qui vous a été conféré. Au lieu de s'em-
 » parer de nos biens, il eût été plus convenable
 » de se borner à une hypothèque de quatre
 » cents millions. »

(On y a pensé bien avant vous, M. l'évêque
 de Nancy ; mais une hypothèque de quatre cents
 millions, au lieu de détruire le corps insolent du
 clergé, lui auroit donné une nouvelle consis-
 tance.)

(1) Tout étoit abus, M. l'évêque de Nancy,
 jusques aux cent trente mille livres que vous
 tirez annuellement de votre évêché, quoique les
 almanachs n'en portent les revenus qu'à cin-
 quante mille livres, ce qui seroit déjà trop pour
 un homme qui ne doit avoir ni femme ni
 enfans.

» Quels ennemis de la religion de nos peres
 » ont pu écarter ces ressources pour y substituer
 » un régime destructeur , en s'applaudissant
 » d'avoir présenté à l'assemblée de pareilles ré-
 » flexions. -- M. l'évêque de Nancy a fini par
 » déclarer , avec l'abbé Maury et consorts, qu'il
 » ne pouvoit participer ni adhérer aux décrets
 » qui seroient portés sur cette matiere. » --
 Voilà pourtant des gens dévoués au culte d'un
 Dieu de paix, et qui disoit à ses apôtres: VENDEZ
 TOUT, ET SUIVEZ-MOI.

Suite des réflexions de l'Ami du peuple sur la
 dénonciation de M. Necker.

Encore 40 millions !.... Ta caisse est donc le
 tonneau des Danaïdes !... Encore 40 millions !..
 Eh ! quel emploi en veux-tu faire ?.... Est-ce
 encore pour payer les traitemens et les pensions
 des grands, pour alimenter la prodigalité, le
 luxe insultant de ces grands, dont tu veux te
 faire des amis aux dépens du peuple, et qui te
 méprisent ?.... Non, c'est pour remplir le déficit
 que le paiement de ces mêmes traitemens, de ces
 mêmes pensions à occasionné dans le trésor confié
 à ta garde, quand le décret de l'assemblée natio-
 nale les avoit suspendus, quand l'intérêt du
 peuple, quand l'honneur seul te faisoit un devoir

de les suspendre. Voilà la vraie , la seule cause du déficit , qui nécessite de nouvelles ressources. Tu as laissé gémir 500 malheureux ; ton ame dure ne s'est pas émue à l'aspect de leur misère , de leurs larmes ; et tu prodiguois l'or au puissant. L'assemblée nationale décrète que tu paieras les pensions sur la loterie royale , qui n'excèdent pas 600 liv. ; et parce que l'acquittement de ces petites pensions forme un objet de 150 mille livres , parce qu'elles n'appartiennent point à la classe opulente de tes favoris , tu refuses de les payer : tu profites de cette occasion , pour arrêter la sanction du décret qui suspendoit l'acquittement des grosses ; malgré ce décret , 17 millions sortent , par tes ordres , du trésor public , pour aller entretenir le faste et l'arrogance des grands pensionnaires ; et parce qu'il en doit coûter 150 mille liv. , pour soulager 500 malheureux , tu t'oppose au décret humain qui va soulager leur misère. Un second décret t'ordonne de payer ces petites pensions ; tu n'obéis pas , tu fais plus ; tu recours à la fourberie , au mensonge , tu acheves de désespérer les malheureux qui languissent après ces minces pensions , tu écris qu'il n'y a plus d'espérance pour eux d'être payé (1) ; et , quand on te demande si tu les as

(1) M. Freteau a dénoncé , samedi , à l'as-

acquittées , tu as l'impudence et le front d'affirmer qu'elles le sont. . . . (1) Quel tissu de prévarications et d'horreurs ! Et c'est celui-là même que le peuple regardoit comme son dieu tutélaire , qu'il appelloit son pere , qui oublie , à la fois , et ce qu'il doit à la confiance , à l'amour du peuple , et ce qu'il doit au meilleur , au plus honnête des rois , pour une poignée de riches et d'intrigans qui flattent sa gloriole en l'appellant leur protecteur. -- Rappelé au ministère , par les cris d'un peuple séduit , aveuglé , le souverain , qui ne croit pas pouvoir mieux faire que de céder au vœu de la nation , te remet à la tête des finances : tu aurois dû , ne fût-ce que par reconnoissance , les administrer en bon pere de famille ; et tu ne te sers de ton autorité que pour les dilapider ; tu n'uses de l'empire que l'opinion t'a donné sur l'esprit de ton roi , que pour l'abuser et le tromper. De simple commis ,

semblée nationale , une lettre du ministre Gênerais , qui se trouvoit entre les mains du sieur du Fresnoy , où il dit : « qu'il n'y a plus d'espérance pour ceux qui doivent être payés de ces pensions. »

(1) Même dénonciation de M. Freteau à la séance de samedi dernier.

à l'appointement de six cents livres, devenu premier ministre des finances, ton ambition n'est pas satisfaite; tu voudrais être roi. L'assemblée nationale te fait ombrage: jaloux de son autorité, tu t'en venge basement; au lieu de faciliter ses opérations, au lieu de l'aider à sortir du dédale obscur des finances, tu te plais à l'embarrasser; au lieu de l'éclairer, comme tu l'avois promis tant de fois, tu lui refuses les renseignemens nécessaires pour connoître au juste les recettes et les dépenses.... Viens répondre encore une fois au tribunal du public; viens t'y justifier, si tu le peux. Pourquoi demandois-tu l'établissement d'un bureau de trésorerie, composé de membres pris dans l'assemblée nationale, si ce n'étoit pour te soustraire à la responsabilité? Pourquoi l'as-tu sollicité avec tant d'ardeur? Pourquoi as-tu fait faire au souverain la démarche inconséquente de le demander lui-même, si ce n'étoit pour mieux voiler tes opérations, et en dérober la connoissance au reste de la nation? Par combien de lâches détours n'as-tu pas reculé la remise du LIVRE ROUGE?.....

La suite au numéro prochain.

De l'Imprimerie de M A R A T.